

*L'Adresse—M. McCain*

Il y a un autre groupe sur lequel je voudrais attirer l'attention de la Chambre, soit le Conseil économique des provinces de l'Atlantique. C'est un conseil d'ordre bénévole composé de gens qui se consacrent à l'élaboration de politiques et d'objectifs pour la région de l'Atlantique. Ce groupe de personnes compétentes a retenu à son tour les services de spécialistes pour formuler et exprimer les objectifs et les besoins de la région de l'Atlantique. Ces personnes ont acquis un grand prestige dont il y aurait lieu de reconnaître l'importance.

Je pense qu'un de mes électeurs a peut-être formulé aussi bien que n'importe qui les besoins du Canada et notamment ceux de la région de l'Atlantique. Dans un discours qu'il prononçait à la réunion de fondation de la Chambre de commerce à Woodstock, il a dit comment on pourrait y remédier. Il s'agit de W.C. Bull, premier vice-président de la planification sociale à la Banque Royale. C'est un ancien de ma circonscription. Il a été promu depuis et est passé à un autre bureau où il peut exercer ses nouvelles fonctions. Voici ce qu'il a dit à cette Chambre de commerce. Je pense que c'est là un excellent conseil à suivre pour le gouvernement et le Canada tout entier. Le voici:

Une mission partagée, un attachement commun au bien-être de votre localité et de votre région doivent vous rapprocher. Ce rapprochement c'est un début, mais la difficulté c'est de rester ensemble.

Voilà le défi et l'objectif de notre gouvernement, amener la population du Canada collectivement à se rapprocher et à rester unie. Voilà le défi, mais les partis d'opposition ne s'en rendent pas compte ou ne savent l'apprécier car ils font tout ce qu'ils peuvent collectivement pour diviser et conquérir les électeurs du Canada à leurs fins propres, sans tenir compte des besoins des Canadiens. Les partis d'opposition poursuivent plutôt des fins égoïstes, politiques, qui ne sont pas conformes aux intérêts supérieurs du pays. Je les implore de nous permettre de poursuivre, de développer et de créer un Canada meilleur plutôt qu'un Canada divisé.

**Des voix: Bravo!**

**M. McCain:** Ne divisons pas les électeurs du pays. Ne montons pas les uns contre les autres, culture contre culture, région contre région, hommes contre femmes, femmes contre tout le monde et hommes contre tout le monde, à des fins politiques, pour nous gagner des voix. Ce n'est pas là la marque d'un bon Canadien, non plus que d'un bon parlementaire.

Alors permettez-moi de reprendre ce que disait M. Bull:

Tout d'abord, il faut que les gens dévoués désirent travailler ensemble. Cela exige un degré élevé d'esprit d'équipe.

Voilà ce à quoi il faut viser ici, à la Chambre des communes, un degré élevé d'esprit d'équipe, un rôle constructeur de la part de l'opposition, plutôt qu'un rôle constamment critiqueur et destructif. Pour poursuivre la citation:

Le bien de la collectivité doit primer les intérêts plus particuliers.

Voilà ce à quoi la Chambre et tous les partis doivent commencer de s'occuper, les intérêts supérieurs du pays tout entier. Allons de l'avant dans cette voie.

Au gouvernement, nous entreprenons des négociations pour obtenir une meilleure situation commerciale avec les États-

Unis et avec le monde en général. De tous les secteurs qui ont souffert dans le passé de mauvaises négociations commerciales, l'agriculture est vraiment en haut de la pile. L'agriculture et ses produits constituent notre atout lors des négociations internationales, lorsqu'il s'agit de parvenir à nos fins dans d'autres domaines. En 1954, les importations de produits horticoles se sont élevées à 125 millions de dollars alors qu'en 1985, 31 ans plus tard, nous importons maintenant 1,1 milliard de dollars de fruits et de légumes à la suite de la très grande ouverture du marché canadien aux fournisseurs internationaux. Il faut mettre un terme à cette situation. Il faut exiger des règles plus justes. Nous ne pouvons plus recevoir sur le marché canadien des bouteilles de vin de pays étrangers, surtout ceux de la Communauté économique européenne, à un prix inférieur au coût de la mise en bouteilles au Canada. J'utilise cet exemple car le vin que nous importons est subventionné, et c'est l'exemple le plus frappant.

Mais venons-en à l'industrie de la pomme. On s'aperçoit que dans le passé, nous avons reçu sur le marché canadien du jus de pomme—produit fabriqué au Canada—à un coût moindre que le coût de conditionnement et de transport ici. Il est écoulé sur le marché canadien au détriment de l'industrie canadienne.

Il est donc important que le Canada obtienne des débouchés équitables sur le marché mondial. Que cela s'applique à l'agriculture, à la pêche ou à n'importe quel produit que nous exportons, nos produits doivent être traités de façon juste sur les marchés mondiaux. Nous sommes une nation commerciale. Nous devons chercher à parvenir à une compétence, à une qualité, à une productivité et à une compétitivité suffisantes pour nous assurer une place sur le marché mondial. Cela doit être l'objectif du gouvernement ainsi que des syndicats, des gestionnaires et des financiers du Canada. Ce sont là nos objectifs et ce n'est qu'ainsi que nous pourrions être compétitifs sur le marché international. Or, nous devons l'être, pour survivre. Ce doit être le principe sur lequel toutes les facettes de notre économie sont basées et notre gouvernement doit fonder ses négociations futures, et nous devons demeurer compétitifs sur notre marché et dans les domaines où nous pouvons obtenir une productivité et une compétence suffisantes pour nous ouvrir les marchés internationaux. Ce doit être notre objectif. C'est alors et seulement alors que nous pourrions être la nation prospère que nous devrions être et souhaitons être.

Dans l'industrie horticole, il existe certains tarifs saisonniers qui ne sont pas négociables. A cette époque de l'année, c'est le temps de la récolte pour la plupart de nos produits horticoles, alors qu'aux États-Unis la saison tire à sa fin, et les Américains peuvent ainsi écouler leurs excédents sur les marchés qui s'ouvrent à eux, dont le Canada est le plus pratique. Ainsi, certains producteurs canadiens de fruits et légumes ne peuvent être compétitifs par rapport aux excédents écoulés par les producteurs américains à la fin de leur saison, mais au début de la nôtre, alors que nos prix devraient être les meilleurs. Nous devons nous assurer une certaine protection, afin de conserver une certaine place dans cette industrie.